

INTERCULTURALITÉ ET VIVRE ENSEMBLE

CONSTAT GÉNÉRAL

Notre société subit de profonds bouleversements. Les crises s'enchaînent, suscitant le creusement des inégalités socio-économiques, des tensions sociales, une perte de repères, un repli sur soi et de l'anxiété pour l'avenir. La crise sanitaire a engendré de la distance physique et sociale entre les citoyens de toutes origines, mais a aussi renforcé une défiance déjà présente vis-à-vis des institutions démocratiques et, plus particulièrement, des organes du pouvoir. La guerre en Ukraine et la crise énergétique viennent compléter la série de chocs socio-économiques subie par les citoyens et les citoyennes. On ne peut qu'en constater les effets sur le climat social actuel.



6.

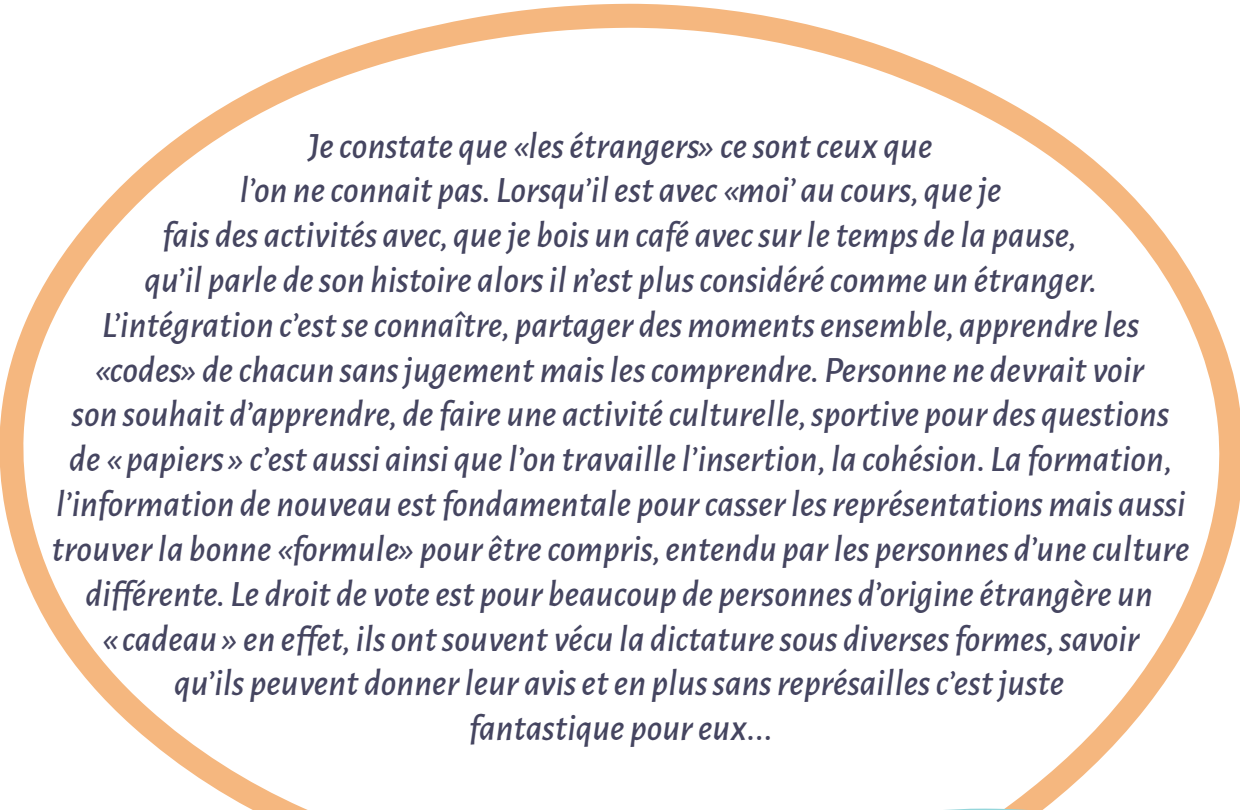
En 2022, dans l'enquête de la fondation « Ce n'est pas une crise » (Notre société n'est pas en crise, elle évolue.) - Ceci n'est pas une crise (cecinestpasunecrise.org), on découvre une population belge divisée en deux. En Wallonie, plus particulièrement, 53% des citoyens appellent au repli sur soi, à une gouvernance autoritaire et à une société homogène, tandis que 19% souhaitent une société plus démocratique et plus cosmopolite. Les 28% restant sont dit « ambivalents » (profils présentant des aspirations de l'une et de l'autre tendance, changeant parfois en fonction de la période de l'enquête). En 2023, le Grand Baromètre Le Soir-RTL-Het Laatste Nieuws-VTM-Ipsos révélait que la moitié des Belges soutenaient la décision de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration de ne plus accueillir les hommes seuls et 71 % souhaitaient un durcissement des règles pour les demandeurs d'asile (<https://www.lesoir.be/540694/article/2023-10-02/migration-une-majorite-soutient-la-fermete-de-nicole-de-moor-infographies>). En février 2024, une étude de l'ULB relatait les résultats d'une étude sur l'état de la polarisation en Belgique (<https://www.lesoir.be/569221/article/2024-02-19/comment-la-polarisation-met-mal-notre-systeme-democratique>). On y apprend que Couvin fait partie des communes les plus polarisées, où le dialogue entre citoyens n'est plus possible selon les dires d'acteurs locaux. Ce clivage affectif au sein de la population belge entraîne un regain d'intérêt pour les idées et solutions simplistes des partis extrémistes qui prônent la haine de l'autre. D'ailleurs, en province de Namur comme dans d'autres en région wallonne, des groupes d'extrême droite se constituent de plus en plus dans certaines localités. Ceux-ci organisent des actions dans l'espace public, distribuent leurs tracts dans les boîtes aux lettres et infiltrent le milieu universitaire namurois pour diffuser leur message malveillant envers les personnes étrangères.

On l'aura compris, la tendance n'est pas à l'ouverture à l'autre, ni aux liens entre les communautés qui composent la société.

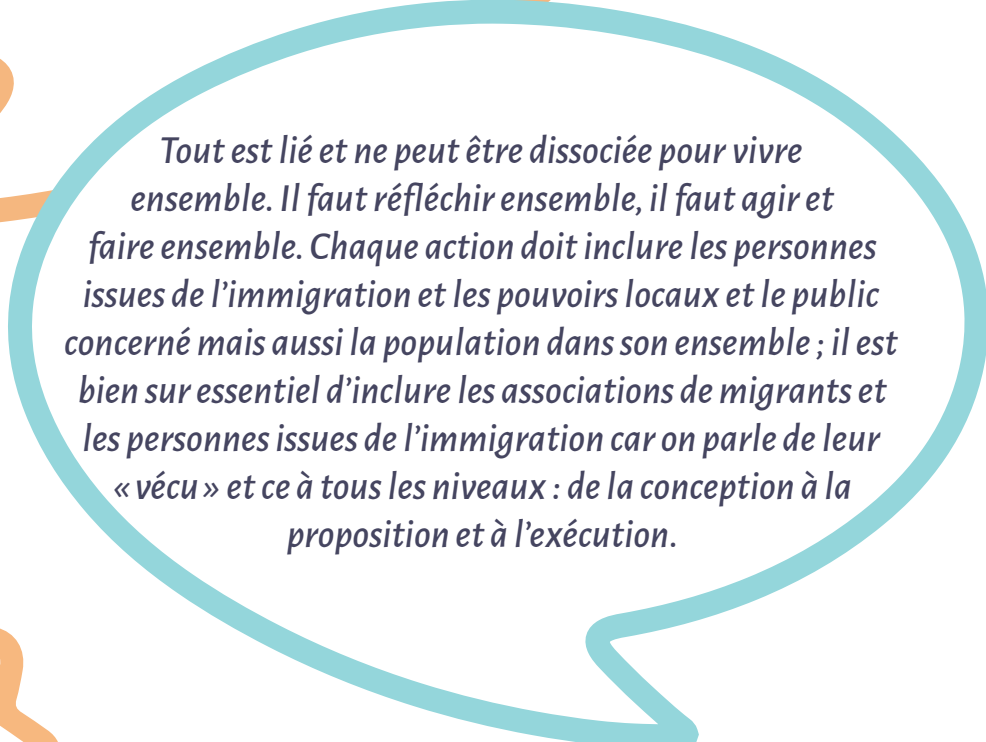


RECOMMANDATIONS

- Promouvoir la richesse de la diversité culturelle présente sur le territoire local en développant des lieux structurels de rencontres interculturelles pour la population et, à défaut de les développer, en soutenir l'organisation au niveau logistique (soutien administratif, mise à disposition de locaux).
- Poursuivre les efforts entrepris dans le cadre des motions Communes/Province Hospitalières et réaffirmer l'adhésion de la Commune et de la Province aux intentions mentionnées lors de l'installation de la nouvelle majorité.
- Développer, au sein de l'administration communale, une fonction de référent interculturel pour encourager et/ou développer l'interculturalité au niveau local.
- Mentionner explicitement dans les matières sociales suivies par l'échevinat de cohésion sociale, l'intégration des personnes étrangères et la promotion de l'interculturalité.
- Encourager le travail social au sein des quartiers (la revitalisation des solidarités de proximité, à l'opposé des démarches d'assistanat) à travers un soutien administratif, logistique et/ou financier des actions et des expériences pilotes menées par les organisations de terrain.
- Adhérer au Centre Régional d'intégration (CAI Namur) composé prioritairement de pouvoirs publics et privés



Je constate que «les étrangers» ce sont ceux que l'on ne connaît pas. Lorsqu'il est avec «moi» au cours, que je fais des activités avec, que je bois un café avec sur le temps de la pause, qu'il parle de son histoire alors il n'est plus considéré comme un étranger. L'intégration c'est se connaître, partager des moments ensemble, apprendre les «codes» de chacun sans jugement mais les comprendre. Personne ne devrait voir son souhait d'apprendre, de faire une activité culturelle, sportive pour des questions de «papiers» c'est aussi ainsi que l'on travaille l'insertion, la cohésion. La formation, l'information de nouveau est fondamentale pour casser les représentations mais aussi trouver la bonne «formule» pour être compris, entendu par les personnes d'une culture différente. Le droit de vote est pour beaucoup de personnes d'origine étrangère un «cadeau» en effet, ils ont souvent vécu la dictature sous diverses formes, savoir qu'ils peuvent donner leur avis et en plus sans représailles c'est juste fantastique pour eux...



Tout est lié et ne peut être dissociée pour vivre ensemble. Il faut réfléchir ensemble, il faut agir et faire ensemble. Chaque action doit inclure les personnes issues de l'immigration et les pouvoirs locaux et le public concerné mais aussi la population dans son ensemble ; il est bien sur essentiel d'inclure les associations de migrants et les personnes issues de l'immigration car on parle de leur « vécu » et ce à tous les niveaux : de la conception à la proposition et à l'exécution.